

Développement Durable

Les pionniers Add'âge prouvent que le développement durable répond aux attentes du secteur

Publié le 10/12/15 - 17h33 - HOSPIMEDIA

Le bilan de la recherche-action Add'âge, présenté aux assises générations durables de la Fnaqpa ce 10 décembre, dépasse largement les espérances. Les témoignages et les résultats d'une enquête nationale encouragent le déploiement des initiatives RSE dans les établissements médico-sociaux.

Les intervenants aux assises générations durables organisées à Lyon par la Fnaqpa ont notamment insisté sur les bienfaits du développement durable pour les acteurs du médico-social (professionnels, familles et résidents). Outre le fait que la démarche de responsabilité sociale ou sociétale des entreprises (RSE) est en "parfaite cohérence avec les valeurs du secteur", c'est aussi un "outil de performance, d'efficacité" et un "levier d'innovation et de dialogue social", a souligné à Hospimedia, Didier Sapy, directeur général de la Fnaqpa. Pour lui, les treize établissements et les deux services de soins à domicile collaborateurs de la recherche-action Add'âge — pour action développement durable au service du grand âge, et dont les résultats ont été présentés aux assises — n'ont pas seulement expérimenté un dispositif mais ont véritablement ouvert une voie.

La naissance d'un Add'âge 01

En faisant le choix d'une recherche-action RSE spécifique aux âgés, les porteurs de ce projet — soit la Fnaqpa soutenue par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et l'Agirc-Arrco* — ont permis de faire le point sur cette problématique à travers une enquête nationale (voir encadré) mais aussi d'étudier plus finement les structures sélectionnées en les faisant accompagner par des experts. Xavier Dupont, directeur des établissements et services médico-sociaux à la CNSA, a parlé à la tribune des assises d'un "Add'âge 01" à l'image de la 21e conférence sur le climat (COP 21), déclarant que tout commence aujourd'hui. Il faut maintenant diffuser les bonnes pratiques mises en place dans le cadre de cette première étape et aussi en inventer d'autres. Anne Saint-Laurent, directrice de l'action sociale Agirc-Arrco pense aussi que le déploiement RSE "viendra du terrain et devra être collectif". Les différents témoignages des responsables d'établissement vont d'ailleurs dans ce sens. La Fnaqpa relève que "75% des organisations engagées ont pu développer des savoirs et des innovations via l'acquisition de nouvelles connaissances entraînant de nouvelles postures".

La RSE : une stratégie pour le médico-social

Après à peine un an de mise en place d'une démarche RSE, des impacts positifs sur les salariés et les résidents ont clairement été constatés par différents directeurs d'établissements. Valérie Eymet, directrice de la résidence Massy-Vilmorin (Essonne) a déclaré que la RSE pouvait non seulement être une politique pour les structures mais qu'elle était surtout un état d'esprit qui peut faire boule de neige. Le prestataire ménage de l'établissement qu'elle dirige a par exemple "décidé spontanément de changer les chariots de nettoyage pour organiser un tri sélectif". Son prestataire restauration semble par contre avoir eu plus de mal à s'adapter aux nouvelles exigences RSE de l'établissement.

En ce qui concerne les salariés, la dynamique de la démarche est notamment passée par la multiplication de microprojets à leur initiative comme par exemple le tri des déchets provenant des boîtes de médicaments. Une fois la RSE enclenchée, avec l'adhésion des salariés et des différents acteurs de l'établissement, elle peut prendre diverses formes. Valérie Eymet estime toutefois que son établissement pourrait aller encore plus loin si les institutions (comme l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Ademe) qui soutiennent traditionnellement les initiatives RSE reconnaissent le secteur médico-social comme un acteur stratégique. La taille des établissements du secteur est un handicap qui a été levé dans le cadre de l'expérimentation Add'âge qui a permis aux différents participants, même aux plus petits, d'être soutenus dans leurs actions et d'échanger entre eux sur leurs difficultés et leurs réussites.

Les principaux constats de l'enquête nationale

À l'occasion des assises générations durables, Sandra Bertézène, maître de conférence à l'université de Lyon 1, a donc présenté les principaux résultats de l'enquête nationale réalisée auprès de 486 gestionnaires d'établissements et de services sur leur vision de la RSE. Elle a tout particulièrement souligné les spécificités du secteur. Il ressort notamment de cette enquête que "très peu de ressources financières sont mobilisées pour mener des actions RSE". 34% des dirigeants interrogés déclarent ainsi avoir une charte développement durable. Contrairement aux autres secteurs, très peu d'établissements médico-sociaux (4%) ont adopté la norme Iso 26 000. 44% des directeurs interrogés déclarent également ne pas tenir informé leur personnel sur la politique développement durable de l'établissement, dans la mesure où elle concerne uniquement les achats.

Par ailleurs, les principaux freins d'une démarche RSE sont : le manque d'argent (85%) ; le manque de temps (74%) ; l'absence d'évaluation des impacts d'une telle démarche (69%) ; le manque d'appui technique de la part des agences (56%) ; le manque de compétences (55%) et le fait que la RSE ne serait pas une priorité du secteur (55%).

En parallèle, ce qui favorise la mise en place d'un dispositif RSE serait principalement : la philosophie du dirigeant (89%) ; une attente des résidents et professionnels (76%) ; une réponse aux obligations légales (45%) ou un choix par mimétisme (tout le monde le fait, 39%).

Lydie Watremetz, à Lyon

*L'Agirc (Association générale des institutions de retraite des cadres) et l'Arrco (Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés) sont des organismes de retraite complémentaires.

Tous droits réservés 2001/2015 — HOSPIMEDIA